

Réunion de crise à la suite de l'incendie de l'usine Gerstube : mobilisation générale pour la reconstruction



Réunion de crise à la suite de l'incendie de l'usine Gerstube : mobilisation générale pour la reconstruction

Deux jours après le terrible incendie qui a ravagé l'intégralité de la zone de production de l'usine Gerstube, une réunion de crise s'est tenue en mairie, réunissant élus, représentants de l'État, direction de l'entreprise et salariés. L'objectif : organiser la réponse immédiate et coordonner les efforts pour assurer la reconstruction rapide de ce fleuron industriel local.

Un sinistre aux conséquences majeures

Samedi 5 avril, un incendie d'une rare intensité a entièrement détruit les installations de production de Gerstube. Mobilisant 14 casernes et 85 sapeurs-pompier venus de tout le département, le feu n'a malheureusement pu être contenu à temps pour préserver les infrastructures. Fort heureusement, aucun blessé n'est à déplorer.

Baptiste Allaine, PDG du groupe, a exprimé ce lundi matin devant l'ensemble des salariés, sa volonté de reconstruire le site vicois le plus rapidement possible.

Une mobilisation politique et institutionnelle

Aux côtés de Barbara Neto, maire, le préfet du Gers Alain Castanier, le sous-préfet d'Auch et secrétaire général Cédric Karl-Herkner, le président du Département Philippe Dupouy, le député et conseiller régional David Taupiac ont répondu présents pour afficher leur soutien et construire des solutions concrètes.

Le préfet du Gers a rappelé les dispositifs mis en place dès les premières heures : « L'État sera présent à toutes les étapes. Le dispositif d'activité partielle est mobilisable immédiatement pour maintenir les compétences en attendant la reprise. Des dispositifs de formation sont aussi à l'étude pour accompagner les salariés dans cette phase de transition. »

Philippe Dupouy, président du Département, a souligné l'importance stratégique du site : « Ce sont 70 emplois directs, un pan significatif de l'économie locale. Le fait que le PDG ait exprimé sa volonté de reconstruire sur place est un signal fort. Notre rôle est d'aider l'entreprise à faire les bons choix dans les meilleurs délais. »

David Taupiac, député et conseiller régional, a abondé : « Gerstube, ce n'est pas seulement une entreprise. C'est un repère pour un territoire déjà fragilisé par d'autres fermetures. Il faut que l'activité redémarre rapidement, avec des moyens transitoires si nécessaire, pour garder les clients, rassurer les salariés, et garantir un avenir. »

Soutiens logistiques et pistes de relocalisation

La mairie a mis à disposition immédiate des salles pour accueillir temporairement l'administration de l'usine, notamment la salle des commissions et la salle des conférences. Des gendarmes sécurisent le site, à la fois pour prévenir toute intrusion et pour permettre le bon déroulement de l'enquête.

Par ailleurs, la communauté de communes envisage la mise à disposition de foncier sur la zone d'activités de Carjet. « Nous avons déjà visité le site avec le PDG. Si Gerstube choisit de se relocaliser ici, nous sommes prêts à céder le terrain à des conditions symboliques. L'enjeu, c'est la survie de l'entreprise, pas les profits fonciers », a précisé Barbara Neto.

Un impact environnemental sous contrôle

Face aux nombreuses rumeurs sur les réseaux sociaux, les autorités ont tenu à rassurer : aucun risque sanitaire n'a été identifié. Les pompiers ont mené des relevés de qualité de l'air et de l'eau dès les premières heures. Aucune particule nocive n'a été détectée, et les stations de pompage d'eau potable étant situées en amont, l'alimentation n'a jamais été menacée.

« Ce n'était pas une usine hautement sensible. Il n'y avait pas de produits chimiques majeurs. Les analyses se poursuivent, mais à ce stade, aucun indicateur n'est inquiétant », a précisé le préfet.

Une enquête ouverte, des espoirs tournés vers la reconstruction

L'enquête, désormais en cours, devrait permettre de déterminer les causes exactes de l'incendie, qu'il s'agisse d'un problème électrique ou autre. La présence des gendarmes ne signifie pas nécessairement un acte criminel : « C'est la procédure normale pour permettre des investigations techniques poussées », ont précisé les autorités.

Mais pour les élus et les responsables présents, la priorité reste claire : les femmes et les hommes de Gerstube. « Le vrai danger aujourd'hui est social, pas sanitaire », a rappelé la maire. « Derrière les machines détruites, il y a 70 familles, des savoir-faire, une mémoire industrielle. »

Dans les jours à venir, des réunions régulières seront organisées pour suivre les avancées du projet de reconstruction. La volonté collective est forte : tout mettre en œuvre pour que Gerstube, malgré l'épreuve, puisse redémarrer, plus solide encore, et continuer d'ancrer son avenir dans ce territoire.

La mairie de Vic-Fezensac se réjouit de ces soutiens essentiels et de cette mobilisation collective et renouvelle ses remerciements à tous les pompiers et casernes engagés sur cet incendie et aux services mobilisés

